

Contribution au débat

Quelques questions pour débattre de la suite...

mercredi 31 janvier 2007, par [DEBONS Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 5 janvier 2007).

Sommaire

- [QUEL DIAGNOSTIC AUJOURD'HUI ?](#)
- [QUELLES STRATEGIES EN PRESENCE](#)
- [QUELLE EST NOTRE PERSPECTIVE](#)
- [QUELLES INITIATIVES PRENDRE ?](#)

Après la décision unilatérale de la LCR de présenter Olivier Besancenot, celle du PCF de présenter Marie-George Buffet introduit une rupture dans la démarche pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes. On ne mesure pas encore toutes les conséquences de cet événement, mais l'émotion suscitée chez de nombreux militants appelle à se poser quelques questions vitales.

Comment ne pas laisser se transformer en un immense gâchis l'espérance née de la victoire du 29 mai ? Quelles initiatives prendre pour assurer l'avenir du rassemblement antilibéral après l'échec pour une candidature unitaire. Comment continuer la bataille pour « changer la donne à gauche » ? Comment donner corps au « rassemblement durable » que nous annonçons ? Ce sont les questions à résoudre dans les semaines et mois qui viennent.

Le débat se développe sur diverses listes de discussion. S'il faut évidemment tracer rapidement des perspectives pour ne pas laisser la déception se transformer en découragement, il faut prendre le temps d'une discussion collective approfondie et sérier les questions avant d'avancer des réponses solides. Gare à la tentation des raccourcis qui débouchent parfois sur des impasses.

Il est nécessaire d'effectuer un diagnostic des conséquences de la rupture intervenue avec la désignation unilatérale de MGB, de dresser un état des lieux du paysage après la bataille, de vérifier le cadre stratégique partagé en commun pour pouvoir avancer. Les initiatives à prendre ne sont pas les mêmes ou n'ont pas le même sens selon la visée stratégique dans laquelle elles s'inscrivent. Pour traverser une montagne, mieux vaut étudier l'itinéraire plutôt que de partir à l'aveuglette sous peine de tomber sur des barres rocheuses infranchissables.

QUEL DIAGNOSTIC AUJOURD'HUI ?

Nous sommes confrontés d'une part aux dégâts politiques de la rupture intervenue affectant la crédibilité collective de la gauche antilibérale en terme d'alternative et, d'autre part, à l'attente d'une nouvelle perspective toujours vivace chez les militants et de nombreux citoyens.

Les dégâts politiques :

Il nous faut analyser lucidement les dégâts politiques portés à notre démarche par l'échec de la candidature commune. C'est un échec politique majeur.

D'un point de vue général, la perspective de « la gagne », d'être « dans le carré de tête », de « changer la donne à gauche et d'y battre le social-libéralisme » en a pris un sacré coup. Pour les médias et sans doute aux yeux de la masse des électeurs (qui n'ont pas la même lecture que les militants), il n'y a plus de perspective alternative crédible pour 2007. L'état de la situation est illustré notamment par l'appréciation de Jean Luc Mélanchon qui constate à regret la polarisation autour de l'opération Ségolène Royal ou par la tribune de Michel Onfray pour qui reste le choix au premier tour entre vote blanc et vote social-libéral. La recomposition politique à gauche autour de l'opération Ségolène Royal (un parti social-libéral dominant flanqué de pseudopodes PRG, MRC, Verts, et demain...) vient d'être débarrassée d'un encombrant caillou dans l'escarpin. On ne peut pas espérer recréer la crédibilité d'une alternative à gauche à la même hauteur d'ici le printemps, mais peut-on rebondir et comment ? D'autant que les candidatures de MGB et d'OB risquent bien de ne pas voir souffler dans leurs voiles le vent du grand large et qu'elles auront quelques difficultés à se débarrasser d'une responsabilité dans la division actuelle.

Les dégâts seront sans aucun doute plus forts dans le champ politique et médiatique que sur le plan militant, même si sur ce dernier plan une vision exhaustive de la situation fait aujourd'hui défaut.

Les effets dans les collectifs

Il sont sans doute variable selon les collectifs ; ce sont les plus combatifs qui expriment le plus fortement l'envie de continuer, mais nous n'avons pas des nouvelles de tous.

Plusieurs collectifs font état d'une volonté de continuer la dynamique unitaire et, pour certains, d'aller plus loin en terme de construction d'un « nouvel espace politique ». Il en va de même pour des courants politiques unitaires représentés au collectif national. C'est une bonne nouvelle, tant on aurait pu craindre que le découragement et la dispersion ne l'emportent. Il faut s'appuyer sur cette volonté pour construire la suite.

Mais d'autres collectifs n'ont pas encore totalement réalisé le caractère ferme et définitif de la désignation de MGB par le PCF, pas plus que la volonté de la direction de la LCR de ne pas reculer. D'autres, ou les mêmes, appellent le collectif national à se mettre enfin d'accord sur une candidature unitaire comme si tout était encore possible. Certains font le choix de soutenir MGB. D'autres veulent continuer sans les « diviseurs ». D'autres encore connaissent des « séparations de corps » entre ceux qui refusent de soutenir la même candidature ou des baisses d'effectifs par déception et découragement. D'autres veulent continuer ensemble malgré le désaccord sur la candidature mais sans avoir encore défini comment gérer cette contradiction. Les situations sont contrastées.

Quelle est la part de la déception débouchant sur la démobilisation et de la colère nourrissant la volonté de poursuivre ? Comment les collectifs analysent-ils les événements qui viennent de se dérouler et les responsabilités en cause ? Comment est perçue la mise en opposition par le PCF du « choix le plus partagé par les collectifs » avec le « blocage des organisations et du collectif national » ? Comment répondront-ils aux sollicitations à soutenir « faute de mieux » la candidature MGB ; ou aux sollicitations de la LCR « on vous l'avait bien dit » ? Comment réagiront-ils aux sollicitations législatives locales qui leur seront adressées ? Quels choix vont faire les collectifs unitaires : continuer ensemble, avec tout le monde ou avec certains seulement ?

Une vision assez précise de la réalité serait nécessaire pour mesurer le champ des possibilités. De nombreux collectifs se sont créés, mais tous n'avaient pas le même degré de pluralisme. Certaines méthodes de militants « unitaires » de fraîche date ont fait des dégâts, y compris dans des collectifs

prolongeant ceux du 29 mai. Egalement, de nombreux militants syndicaux ou associatifs, de nombreux citoyens qui s'étaient mobilisés dans la campagne référendaire sont restés à l'écart des collectifs « unitaires et populaires » ; peuvent-ils être remobilisés et, au delà, de nouvelles forces sociales peuvent-elles s'engager dans un nouveau projet ?

Une opportunité à saisir

La situation offre une opportunité : si la perspective d'une alternative crédible dès le printemps a reculé dans l'opinion après avoir suscité des espoirs, son besoin s'est peut-être paradoxalement renforcé chez nombre de militants et de citoyens engagés. Pas seulement parce qu'il y a toujours urgence à combattre les méfaits de la mondialisation capitaliste. Mais parce que les limites montrées par les directions de la LCR et du PCF soulignent avec plus de force la nécessité de faire du neuf à gauche.

La question posée et à vérifier entre nous est simple : nous fixons-nous comme perspective la construction d'un « nouvel espace politique », à partir de la dynamique unitaire du rassemblement antilibéral ? Dans le débat sur les listes internet, diverses expressions sont employées : « nouvelle construction politique », « nouvelle force politique », « nouveau mouvement politique », etc. Cette diversité des termes montre bien que rien n'est figé quant à sa formalisation concrète, mais indique bien l'ambition et la visée. **Question subsidiaire : Comment les initiatives de cours terme que nous prenons, face aux échéances électorales notamment, s'inscrivent-elles dans cette perspective ?**

Nous ne partons pas de rien. L'espace ouvert par la victoire du 29 mai et toutes les expressions de rejet des politiques néo-libérales n'ont pas disparus du fait des avatars actuels. L'écart entre les attentes sociales et les réponses des partis de gouvernement reste immense. Même si le Tout Sauf Sarkozy risque de provoquer un vote « utile » pour Royal à la présidentielle ; il n'est pas si sûr que le même phénomène se reproduise avec la même ampleur aux législatives où on choisira davantage « quelle majorité parlementaire pour quelle politique ». Autrement dit, il peut être possible de dégager un espace politique non négligeable dès 2007. Nous avons des acquis : des collectifs unitaires, un travail commun entre les courants politiques, un texte ambition-stratégie, un socle programmatique de 125 propositions...) à partir desquels on peut poursuivre.

Reste à préciser quand même les stratégies en présence, les forces disponibles, la validité du cadre stratégique qui peut nous être commun, avant de proposer les initiatives d'action et d'organisation s'inscrivant dans cette perspective.

QUELLES STRATEGIES EN PRESENCE ?

Où va le Parti Communiste ?

Comment analysons-nous la décision unilatérale de la direction du Parti Communiste ? Comme un simple « accident de parcours » dans une évolution unitaire globalement positive ? Ou comme le signe des limites atteintes par cette évolution et indépassables en l'état actuel ? Ce qui ne signifie pas qu'il ne reste un capital d'expériences qui peut encore produire des fruits positifs dans l'avenir.

Mais la tonalité des discours du Comité national préparant les questions posées aux militants pour confirmer la candidature de MGB, le retournement d'alliance opéré au sein de la direction, le vote des militants, montrent un retour du passé refoulé et confirment que le travail d'analyse sur les causes du déclin historique de ce parti n'a pas été mené au fond, sinon ils ne se seraient pas accrochés à l'idée que la secrétaire générale du PCF était la mieux à même d'incarner le

rassemblement antilibéral.

Manifestement, la direction du PCF ne semble pas être en capacité aujourd'hui de concevoir autre chose que la réédition du schéma unitaire des élections régionales de 2004 en Ile-de-France. Elle ne semble pas davantage en capacité de s'inclure dans un nouvel espace politique autre que le rassemblement autour du Parti.

La version optimiste de l'accident de parcours conduirait à inclure le PCF dans le « rassemblement durable » en vue d'un « nouvel espace politique ». La version pessimiste conduit à concevoir les relations avec le PCF sur le mode de l'unité d'action, sans exclure des alliances ponctuelles si accord face à telle ou telle échéance.

Où va la LCR ?

Même question pour son avenir ? Sa majorité peut-elle évoluer et sortir de la culture minoritaire et protestataire qui la caractérise fondamentalement ? Ou la nouvelle confirmation de son recul à chaque fois qu'est posée la question de son inclusion dans un ensemble plus vaste montre-t-il, là aussi, le caractère indépassable de sa posture traditionnelle ? Ce qui la non plus ne rend pas obsolète pour l'avenir le capital d'expériences de cette organisation.

La version optimiste conduirait à inclure la LCR dans le « rassemblement durable » en vue d'un « nouvel espace politique ». La version pessimiste conduit à concevoir les relations avec la LCR sur le mode de l'unité d'action ou d'alliances plus ponctuelles.

Où vont les composantes politiques unitaires du rassemblement ?

L'échec enregistré dans la construction de la candidature commune modifie-t-il leurs engagements dans un « rassemblement durable » et leurs perspectives d'avenir ? Certaines seront-elles tentées de prendre leurs distances et de réintégrer leur giron d'origine ? Pour les minorités au sein des partis (PCF, PS, LCR, Verts), comment voient-elles leur implication future dans la poursuite d'une démarche commune ? Pour les organisations indépendantes, comment envisagent-elles leur avenir ? Les unes et les autres peuvent-elles envisager un certain dépassement dans une construction commune ? Comment parvenir à s'exprimer de plus en plus souvent en commun - plutôt qu'en parallèle - sur l'actualité ?

Cela pose évidemment la question de la base politique et du projet stratégique communs ; mais toutes seront-elles partie-prenante d'un projet commun ?

QUELLE EST NOTRE PERSPECTIVE COMMUNE ?

Faire du neuf à gauche ?

Dans le texte ambition-stratégie, nous évoquons la perspective de « changer la donne à gauche » et d'un « rassemblement durable » de la gauche antilibérale. Vers quoi cela peut-il bien conduire sinon à une nouvelle construction politique regroupant plus solidement les forces antilibérales ? C'est bien cela qui devrait être la perspective concrétisant l'ambition majoritaire édictée par ailleurs, même si cela ne tranche pas la forme concrète à donner à cette nouvelle construction. Pourquoi, si cette perspective était sincèrement partagée, le dernier CN du PCF fin décembre a-t-il brandi l'épouvantail de la « recomposition politique » pour développer une rhétorique de défense du Parti menacé, une dénonciation malhonnête des autres partenaires, pour justifier une candidature communiste ?

Les composantes unitaires du rassemblement et les militants des collectifs sont-ils bien d'accord avec le fait que « changer la donne à gauche », y « battre le social-libéralisme » et construire un « rassemblement durable » tracent les contours d'un nouvel « espace politique », visant à modifier structurellement la situation à gauche et impliquant un certain dépassement (qui ne signifie pas effacement) de chacun dans une construction commune ?

Autour de quel centre de gravité politique ?

Nous avons affirmé vouloir être au cœur de la gauche, être « la gauche de gauche » et non « la gauche de la gauche » ou une « extrême-gauche plurielle ». Cela se reflète dans le texte ambition-stratégie, le texte programmatique ; et cela aurait dû se traduire dans le profil politique de notre campagne. Sommes-nous toujours d'accord avec ce positionnement ? Bien sûr, certains retraits ou ruptures peuvent modifier l'équilibre des forces au sein du rassemblement ; cela doit-il pour autant conduire à en modifier l'orientation politique si notre ambition est toujours de battre le social-libéralisme à gauche pour y rendre majoritaire des orientations de transformation sociale, démocratique et environnementale ?

Les composantes unitaires du rassemblement et les militants des collectifs sont-ils bien d'accord avec le fait que nous visons bien toujours, même si c'est différé, une ambition majoritaire à gauche ; qu'en conséquence le centre de gravité de l'espace politique à construire doit bien être « une gauche de gauche » rompant avec le libéralisme, réalisant la synthèse entre le meilleur des acquis du mouvement ouvrier et des combats républicains et les apports des nouveaux mouvements sociaux, décloisonnant le social et le politique dans le respect de l'indépendance des missions respectives, telle qu'exprimée dans nos premiers textes (appel de mai 2007, ambition-stratégie, ce que nous voulons) ?

Quel périmètre pour cette construction commune ?

L'ambition autour de l'objectif de candidatures communes aux élections présidentielles et législatives était de réunir tout l'arc de force des tribunes de la campagne référendaire contre le TCE ; c'est-à-dire de donner une traduction politique à l'aspiration antilibérale majoritaire dans le peuple français. Faut-il abandonner cette ambition au motif que certains retraits ne permettent plus sa concrétisation immédiate ? Ou faut-il garder l'objectif tout en mettant en œuvre des médiations intermédiaires qui consolident l'existant tout en laissant les portes ouvertes pour l'avenir ?

Le « nouvel espace politique » à construire comporte des militants et citoyens divers rassemblés dans les collectifs et des organisations ou sensibilités politiques. Pense-t-on qu'il puisse inclure en totalité aujourd'hui le PCF et la LCR selon l'appréciation que l'on a de la trajectoire de ces organisations ? Faut-il penser plutôt un périmètre appuyé sur des collectifs locaux avec les minorités unitaires et les organisations indépendantes ; les relations avec le PCF et la LCR se réglant pour le moment sur le mode de l'unité d'action ou d'alliances plus ponctuelles, mais pouvant aller plus loin dans l'avenir en fonction de leurs évolutions ?

Il va de soi que les réponses que nous apportons, en commun ou pas, à ces questions de base politique et de perspective stratégique communes influencent fortement la nature et le sens des initiatives concrètes à prendre pour les prochaines semaines, et notamment l'attitude pour les présidentielles et les législatives.

Les composantes unitaires du rassemblement et les militants des collectifs sont-ils bien d'accord avec la nécessité de garder l'objectif du rassemblement de toutes les forces antilibérales, tout en amorçant immédiatement une médiation intermédiaire sous forme de

processus de construction d'un « nouvel espace politique » avec toutes les forces qui y sont prêtes maintenant ?

Quelle forme concrète donner à cette construction ?

Notre rassemblement a plusieurs dimensions : collectifs locaux, courants politiques, personnalités... La construction d'un espace politique fondé uniquement sur l'une (mouvement des collectifs) ou sur l'autre (cartel politique) perdrait une part de notre richesse. Notre construction doit prendre en compte toutes ces dimensions.

Une forme « mouvement » (plutôt que parti traditionnel) de type « confédéral », un fonctionnement décentralisé et en réseau appuyé sur les collectifs locaux et des coordinations départementales et/ou régionales, une cohérence politique construite par le débat et la recherche de la synthèse, etc, doivent être recherchés pour agréger dans un même ensemble les différentes composantes. La structure d'animation nationale doit le refléter ce qui suppose une représentation en son sein des collectifs locaux par le biais de coordination départementales et/ou régionales, pour assurer leur représentation.

Reste à préciser de nombreuses questions : type de structuration, mode de financement, type de structures de coordination aux différents niveaux, processus et modes de prise de décision, outils d'animation nécessaires (site, bulletin...), etc.

Le débat doit se développer sur tout cela, tout en posant dès maintenant et dans la campagne politique électorale qui vient les premières fondations de ce projet. En septembre-octobre 2007, des Assises nationales pourraient permettre de bâtir les murs et la toiture de ce « nouvel espace politique ».

QUELLES INITIATIVES PRENDRE ?

Être présents dans la campagne politique qui s'ouvre

Les collectifs et notre rassemblement unitaires ne doivent pas disparaître du paysage électoral qui vient. D'une manière ou d'une autre, nous devons être présents dans la prochaine période, et répondre à la question : comment l'aspiration antilibérale majoritaire à gauche peut-elle s'exprimer et se traduire dans les échéances politiques à venir ?

Une campagne de meetings « unitaires », appuyant ou pas des candidatures unitaires (voir ci-après), est-elle envisageable autour de thèmes tels que : « propositions programmatiques pour battre le libéralisme et le social libéralisme, perspectives pour changer la donne à gauche » ? Des réunions décentralisées pourraient démultiplier ces discussions. Ces débats devraient permettre de populariser les idées de l'alternative, de mener campagne autour de candidatures, et d'entamer la réflexion sur un « nouvel espace politique ».

Les élections présidentielles

Certaines propositions lancées dans les débats évoquent une candidature des collectifs à cette élection malgré l'échec sur la candidature commune. Mais que signifierait une candidature « supplémentaire », allant jusqu'au bout pour « faire payer les diviseurs » ? Quel serait le degré de brouillage de notre message sur la nécessité du rassemblement unitaire de la gauche anti-libérale si, en pratique, nous ajoutons à la division ? Quel serait le centre de gravité politique d'une telle

candidature ; sans doute pas le même que celui de notre ambition unitaire, ne serait-ce que pour se démarquer des autres ? Quelle serait l'amplification du vote « utile » engendré par la multiplication des candidatures à gauche (syndrome 21 avril) ? Quel serait alors l'espace politique de cette candidature pour faire significativement plus de voix que OB et MGB car un score de témoignage (prévisible) handicaperait la construction future plus qu'il ne l'aiderait.

La question d'une candidature à cette élection ne peut être conçue d'un point de vue étroitement tactique pour un « règlement de comptes ». Elle n'aurait de sens que si elle parlait à une large fraction de l'électorat populaire, que si elle pouvait être un levier permettant une construction politique durable sur une base politique et avec un profil de candidat en conformité avec notre projet unitaire, et que si elle assurait un résultat crédible et pas contre-productif pour la suite. En l'état actuel des choses, une candidature « supplémentaire » ne réunit pas ces conditions.

Ne vaut-il pas mieux rester sur une position de principe à savoir l'unité de la gauche antilibérale autour d'une candidature commune et mener la bataille jusqu'au bout (dépôt officiel des candidatures) sur ce thème ? Dans ce cadre pourquoi ne pas proposer une candidature de « substitution » appuyant un appel des collectifs au retrait de OB et MGB ? Une telle candidature donnerait un point d'appui pour entrer en campagne (voir ci-dessus), permettrait un meilleur accès aux médias jusqu'à fin mars (pour certains candidats, on ne saura pas avant le dépôt des parrainages s'ils le seront), maintiendrait la pression unitaire et empêcherait une captation de l'héritage unitaire anti-libéral, lancerait en même temps notre campagne législative (voir ci-dessous). Si d'aventure (probable) nous n'obtenions pas le retrait de OB et MGB, cette candidature ne se maintiendrait pas jusqu'au bout pour rester cohérent avec notre volonté unitaire. Il ne resterait qu'un mois et demi de campagne présidentielle à passer avant de rebondir sur les législatives. Si notre campagne a été lancée depuis le début ce n'est pas une période si longue qu'elle soit infranchissable et nous fasse totalement disparaître.

Les élections législatives

Va-t-on se retrouver « comme si de rien n'était » avec la direction du Parti communiste pour présenter des candidatures communes en faisant comme si la candidature MGB avait été une parenthèse ? Faut-il au contraire affirmer d'abord les candidatures issues des collectifs unitaires engagés dans la construction d'un nouvel espace politique et négocier collectivement avec le PCF et la LCR répartition des circonscriptions, soutien réciproque, voire accord électoral plus global ? C'est la deuxième option que je retiens.

Les législatives sont une échéance majeure à saisir pour notre affirmation et poser les premières fondations de notre construction future. Il faut lancer la campagne très tôt.

Bien sûr, l'ombre portée du résultat de la présidentielle va peser mais sans doute pas au point de faire des législatives un simple duplicata. En effet aux législatives, la question essentielle sera : quelle nouvelle majorité pour quelle politique ? Cette question sera posée beaucoup plus concrètement qu'à la présidentielle davantage dominée par la bipolarisation. Nous pouvons y répondre dans le droit fil de notre critique de la V^e République. Notre profil doit faire écho à l'expression majoritaire antilibérale dans le pays et incarner une politique de transformation sociale, démocratique et environnementale répondant aux aspirations populaires et aux attentes de la société. Nous dirons aux électeurs : les candidats de la gauche antilibérale sont la garantie que de véritables changements progressistes adviennent, c'est pourquoi, il faut voter pour eux.

Pouvons-nous viser et nous donner les moyens d'un nombre significatif de candidats issus des collectifs unitaires (150, plus ?) et mettre en place les moyens de visibilité et de

logistique de telles candidatures : une appellation commune, un logo, une association de financement, une profession de foi, etc. ? Autant d'éléments qui constitueraient les fondations du nouvel espace politique en construction.

Les élections municipales

Elles sont un cadre plus direct d'intervention des collectifs locaux et un levier d'implantation essentiel. Il faudra en tracer le cadre politique (indépendance politique avec le social-libéralisme, battre la droite...) et sur ces bases construire les alliances que passerait notre « nouvel espace politique ». Mais nous avons un peu de temps pour approfondir.

Les élections européennes

Elles seront une échéance politique identitaire forte pour nous en référence au 29 mai. Nous disposons d'un socle fort de propositions pour une autre Europe et le mode de scrutin à la proportionnelle est un atout. Une occasion à ne pas manquer. Mais là aussi, nous avons un peu de temps.

Soutien aux mobilisations et expression publique

La crédibilité d'un « nouvel espace politique » dépendra de son articulation avec les luttes réelles dans différents domaines et de sa capacité d'intervenir et de porter leurs aspirations. Le décroisement du social et du politique dans le respect de l'indépendance des fonctions doit être au cœur de notre démarche. Notre crédibilité dépendra aussi de notre capacité à nous exprimer de plus en plus souvent collectivement sur les questions politiques nationales ou internationales. Comment se mettre en capacité pour cela ?

A la rentrée...

Nous pourrions tirer les bilans de ces diverses activités, mesurer le chemin et les réalisations effectuées ensemble, et consolider et amplifier le mouvement lors d'Assises nationales pour un nouvel espace politique en septembre-octobre 2007.

A suivre...